

d'ailleurs nous sommes d'ici

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dans le cadre de l'appel national « D'ailleurs, nous sommes d'ici », le Collectif littoral du même nom organise

Samedi 28 mai 2011 à partir de 14h30

une **manifestation**

au départ de l'angle des rues Lamy et de Moscou à Calais

***contre le racisme, contre la politique d'immigration du gouvernement
et pour la régularisation de tous les sans-papiers***

Le Collectif littoral « D'ailleurs, nous sommes d'ici » est constitué de : AC ! Côte d'Opale, Attac Boulonnais, La Belle Étoile (Calais), Europe Écologie Les Verts, FSU 59-62, GDALE-CGA (Lille), Groupe Non-violent Louis Lecoin (Dunkerque), La Marmite aux Idées (Calais), Ligue des droits de l'homme 62, MRAP Nord – Pas-de-Calais, NPA, PCF, SALAM, Solidaires 59-62, SUD Éducation 59-62, Terre d'Errance.

Appel national « D'ailleurs, nous sommes d'ici » :

Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan.

Voulue par le chef de l'État, mise en œuvre par ses gouvernements successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. À cela se sont ajoutés les effets désastreux du pseudo-débat sur l'identité nationale puis la chasse aux Roms.

Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes étrangères visées, nous appelons à une manifestation nationale et unitaire au mois de mai 2011, à la date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration qui perdure aujourd'hui sous une autre forme.

Nous exigeons sa suppression, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

Contact : dailleurs.dici@laposte.net et 06 83 19 98 94 (Philippe Wannesson)